



INFRASTRUCTURES

L'AFD tient à renforcer son portefeuille



Jean-Jacques Bouya s'entretenant avec le directeur de l'AFD Congo (à droite)./Photo ACI

A l'occasion d'un échange le 16 février avec le ministre de l'Aménagement du territoire, Jean-Jacques Bouya, le directeur de l'Agence française de développement (AFD), Maurizio Cascioli, a annoncé le renforcement du portefeuille de son institution pour la mise en œuvre de nouveaux projets socio-économiques incluant le domaine des infrastructures en République du Congo.

« Les projets pour lesquels nous envisageons de renforcer le portefeuille portent sur l'eau, l'électricité et les villes résilientes impliquant l'assainissement et le drainage des eaux pluviales, mais aussi celui du deuxième tronçon de la route de la Corniche financé par l'AFD », a indiqué Maurizio Cascioli, précisant que près de 400 milliards FCFA sont actuellement investis dans différents projets.

Page 4

AGRICULTURE

Le groupement Ecat en quête d'un appui financier

Le président du groupement Exploitation communautaire agricole tropicale (Ecat) Congo, Bithoven Allangha, sollicite auprès du gouvernement ainsi que des partenaires un accompagnement technique et financier pour lui permettre de diversifier ses activités. Spécialisé dans la production du manioc, Ecat entend étendre ses

activités dans la production du maïs, de la pastèque et de la papaye. « Nous avons besoin des partenaires qui vont nous accompagner techniquement et financièrement, comme ce fut le cas avec la FAO via le Proder nord, par le passé », a déclaré le président d'Ecat Congo.

Page 3

CONGO-NATIONS UNIES

Un plan exercice 2022 pour améliorer la gestion économique



Suzanne Somboko posant avec les responsables des systèmes des Nations unies et les experts du secteur privé et de la société civile/Adiac

Les représentants du gouvernement congolais et des agences du système des Nations unies ont adopté, à Brazzaville, un programme de travail pour l'année 2022

axé sur les priorités du Plan national de développement 2022-2026.

Défini dans le cadre du Plan de travail annuel 2022 conjoint du cadre de coopé-

ration des Nations unies, ce programme devrait aider le Congo à améliorer sa gestion économique, créer un environnement favorable à la diversification de l'économie, renforcer son capital humain et la fourniture de services sociaux de base dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale.

Page 2

ECONOMIE NUMÉRIQUE

Pointe-Noire accueille le 3^e Forum numérique Congo

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a ouvert hier à Pointe-Noire les travaux de la troisième édition du Forum numérique Congo qui se tiennent sur le thème « L'innovation technologique et la donnée au cœur des transformations digitales : enjeux & défis ». Organisé par le Guichet unique des opérations transfrontalières en par-

tenariat avec le cabinet Grinso & Associés, le rendez-vous qui réunit des experts de plusieurs pays est un cadre d'échanges, de partage d'idées et de mutualisation d'expériences. L'objectif étant d'inciter les pouvoirs publics et le secteur privé à s'arrimer aux stratégies et aux normes d'action face aux enjeux de dématérialisation.

AFRIQUE DE L'OUEST

La France et ses alliés se retirent du Mali

Page 6

EDITORIAL

Leçon

Page 2

ÉDITORIAL

Leçon

La semaine dernière, la justice congolaise a condamné des policiers et un civil à dix ans de prison ferme et aux travaux forcés pour des actes de torture contre des civils sous le viaduc de Talangaï. Ce verdict est un message à l'endroit de celles et ceux chargés de veiller à l'applicabilité des lois qui seraient tentés de ne pas se conformer à la déontologie professionnelle. « Nul n'est au-dessus de la loi », dit l'adage.

Tout le monde a été choqué de voir, dans une vidéo sur les réseaux sociaux, des policiers en train de maltraiter de supposés délinquants sans retenue. La mission des policiers, auxiliaires de justice, a toujours été de réunir les preuves concordantes, d'interpeller leurs auteurs et de les présenter devant les tribunaux afin qu'ils répondent de leurs actes. Ils ne doivent en aucun cas se substituer à la justice.

Dans le cas d'espèce, la présomption d'innocence doit être la règle absolue. C'est parce que ces hommes de la loi ont enfreint aux règles établies que leur hiérarchie a diligenté la procédure de leur présentation devant la justice. Le Congo étant signataire des instruments juridiques internationaux sur la protection des droits humains, le verdict prononcé contre les agents incriminés répond à la volonté des autorités nationales d'accorder la primauté à la loi.

Rappelons qu'au nombre des instruments de préservation de la dignité humaine auxquels le Congo est partie prenante figure la Déclaration universelle des droits de l'homme. Celle-ci stipule en son article 5 que « nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Peu importe l'acte commis ou encore le mobile de leur arrestation, les personnes mises en cause doivent être respectées dans leur intégrité. Aux uns et aux autres de tirer la leçon.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

Le gouvernement et les Nations unies valident leur plan de travail annuel 2022

Les Agences du système des Nations unies et le ministère de l'Economie, du Plan, de la Statistique et de l'intégration régionale ont organisé, le 15 février à Brazzaville, un atelier pour définir le plan de travail annuel (PTA 2022) conjoint du cadre de coopération des Nations unies (UNDAF 2020-2024).



Suzanne Somboko posant avec les responsables des systèmes des Nations unies et les experts du secteur privé et de la société civile/Adiac

L'atelier s'est déroulé en présence de Suzanne Somboko, directrice générale des partenaires au développement, représentant la ministre de l'Economie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas ; des responsables du système des Nations unies et des experts de la partie nationale du secteur privé et de la société civile. La rencontre a eu pour objectif principal de valider les activités à entreprendre conjointement durant cette année, et de les inscrire dans un Plan de travail annuel (PTA) commun.

A cette occasion, les participants ont pris connaissance des activités prévues au niveau de chaque groupe, en se rapportant respectivement aux quatre effets de l'UNDAF. « La finalisation des PTA est un exercice pertinent qui pose les balises de l'action de demain », a déclaré Suzanne Somboko.

Les effets UNDAF portent sur « la gouvernance », « le capital humain », « la protection sociale et l'accès aux soins et services de santé essentiels de qualité » et la « diversification économique », et sont liés aux Objectifs de développement durable (ODD) du programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030.

En effet, le PTA en examen prévoit la révision du cadre de coopération du système des Nations unies afin de s'adapter et de s'aligner au niveau temporel et programmatique aux priorités nationales contenues dans le nouveau Plan national de développement (PND) adopté par le gouvernement congolais pour la période 2022-2026.

Selon la représentante du coordonnateur résident, Mirhame Mshangama, il s'agira de considérer « les six axes du nouveau PND ainsi que les recommandations de l'analyse pays (CCA) ».

Le PTA sera signé entre la ministre de l'Economie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale et le coordonnateur résident au cours du prochain comité de pilotage de l'UNDAF qui se tiendra dans les prochains jours.

Signalons que le cadre de coopération actuel vise à aider le Congo à améliorer sa gestion économique, créer un environnement favorable à la diversification de l'économie, renforcer son capital humain et la fourniture de services sociaux de base, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale en vue d'atteindre les ODD. La planification annuelle du cadre de coopération est un exercice obligatoire comme stipulé dans les directives du Bureau de coordination des opérations de développement. Elle fait partie intégrante du système de suivi et d'évaluation de l'UNDAF.

Yvette Reine Nzaba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-
donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimmo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -
Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

AGRICULTURE

Le groupement Ecat Congo en quête d'un appui financier

Le président du groupement Exploitation communautaire agricole tropicale (Ecat) Congo, Bithoven Allangha, lors d'un point de presse, a sollicité un accompagnement technique et financier auprès de l'Etat ou d'autres organismes afin de lui permettre de diversifier ses activités.

Spécialisé dans la production du manioc et de ses boutures saines, Ecat entend diversifier ses activités dans la production du maïs, de la pastèque et de la papaye. « Nous avons besoin des partenaires qui vont nous accompagner techniquement et financièrement, comme par le passé avec la FAO via le Proder nord », a indiqué le président d'Ecat Congo « Nous ne sommes plus dans la multiplication des boutures saines de manioc, faute de débouchés. On veut se pencher maintenant dans la production à grande échelle des ananas, pastèques et papayes, qui peuvent servir dans la fabrication des jus de fruit et yaourt, ainsi que



du maïs dans la préparation des aliments de bétail », a poursuivi Bithoven Allangha qui espère

conclure un partenariat de production avec les brasseries de la place pour les approvisionner en

Le présidium lors du point de presse DR

maïs.

Dans le but d'atteindre ses nouveaux objectifs, signalons que le

groupement a déjà réalisé, selon son responsable, dix hectares de pastèques en zone de savane et trois en zone de forêt. « Nous y avons associé les plantations de papayers et ananas », a-t-il fait savoir.

Créé en 1997, Ecat Congo développe ses activités à Tsa, village situé à 70 km de Ngo, dans le département des Plateaux. Ce réseau communautaire a pour missions, entre autres, d'organiser les producteurs ruraux et paysans (bantous, autochtones) en groupements, associations ou collectivités locales en les incitant à entreprendre des micro-projets en vue de leur développement.

Lopelle Mboussa Gassia

ASSAINISSEMENT

De nouvelles décharges publiques modernes prévues à Nkayi

La commune de Nkayi, dans le département de la Bouenza, va bénéficier de la construction de trois aires de transit et de tri des ordures ménagères dans le cadre du programme "Villes résilientes". Le projet vise à promouvoir de meilleures pratiques de gestion des déchets solides et générer des activités économiques à partir de l'assainissement de la ville.

L'installation à Nkayi des sites provisoires de traitement des déchets ménagers constitue l'un des projets majeurs sélectionnés dans la mise en œuvre du programme "Villes résilientes" que finance l'Union européenne (UE) en République du Congo. La commune de Nkayi et celle d'Owando (Cuvette) sont les deux villes retenues par le programme qui a été officiellement lancé le 15 février.

Ces ouvrages de déchetterie vont être construits dans les coins stratégiques de la ville de Nkayi, notamment à Mouanato, à Kividi et au marché Mabombo. D'après le chef de projet Déchet et assainissement Gret, Stève Moukendi, les installations seront érigées sous forme de sites de transfert où les opérateurs de ramassage pourront stocker provisoirement les déchets, avant que les camions les récupèrent pour l'enfouissement à la



La visite d'un des sites par les partenaires/Adiac

décharge publique.

L'implication des comités des quartiers et des artisans locaux est indispensable pour la pérennité du projet, a admis Stève Moukendi du Gret. « Pour toute la ville, nous allons en construire trois sites pour la décharge finale. L'ouvrage prévu se présente comme une sorte de plateforme de déchargement de déchets, équipée de puisards

pour retenir les eaux afin qu'elles ne polluent pas l'environnement. Il est également prévu des hangars pour permettre aux opérateurs de ramassage de garer leurs chariots, ainsi que des bacs pour le tri des déchets », a-t-il ajouté.

Les études d'impact environnemental et social sont en phase de finition en attendant le démarrage effectif des travaux

prévu en mai, en vue de les achever en décembre de cette année. « Sur le dispositif de ramassage des déchets, nous avons travaillé avec les acteurs locaux. En ce qui concerne la réalisation, l'accent sera mis sur la participation des entreprises et artisans locaux afin de dynamiser l'économie locale », a insisté Stève Moukendi.

Tout comme la commune

d'Owando, la ville sucrière bénéficiera également des équipements sanitaires et des ouvrages de drainage des eaux pluviales et de lutte contre les érosions, avec l'expertise de l'Agence française de développement. La mise en œuvre du programme "Villes résilientes" est censée favoriser un développement local adapté aux défis du changement climatique, accroître l'attractivité de ces deux villes secondaires... Les partenaires européens ont débloqué, pour cela, 21 milliards FCFA dans le cadre du 11^e Fonds européen de développement. Le programme a été lancé par le préfet de la Bouenza, Jules Monkala Tchoumou, en présence de l'ambassadeur de l'UE, Giacomo Durazzo; du maire de Nkayi, Gaston Mampassi; et celui d'Owando, Michel Elenga; ainsi que de nombreux partenaires au développement.

Fiacre Kombo

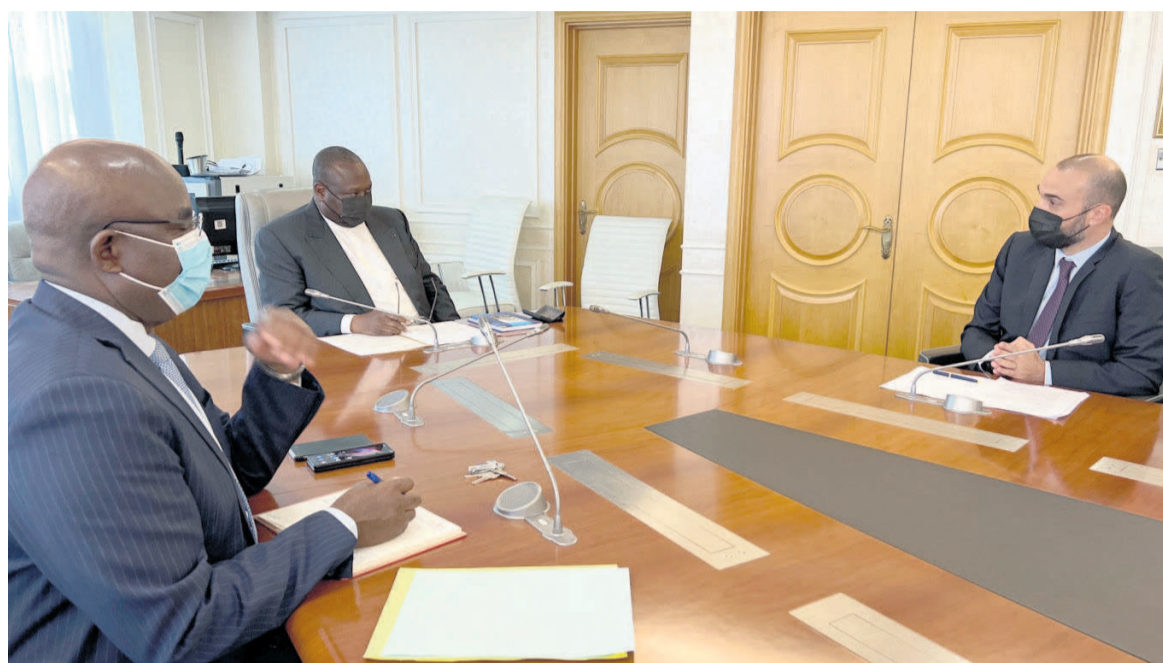
COOPÉRATION MULTILATÉRALE

L'AFD tient à renforcer son portefeuille au Congo

Le directeur de l'Agence française de développement (AFD), Maurizio Cascioli, a annoncé, le 16 février à l'issue d'un échange avec le ministre de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et de l'Entretien routier, Jean-Jacques Bouya, que son institution va renforcer son portefeuille au Congo, avec la mise en œuvre de nouveaux projets socio-économiques.

Jean-Jacques Bouya et son interlocuteur ont fait, en premier, l'état des lieux de l'ensemble des projets actuellement en cours d'exécution, financé par l'AFD, concernant les infrastructures. A cet effet, les deux parties ont scruté les stratégies à mettre en œuvre pour accélérer leur exécution au plus vite, au profit de la population.

« Les projets auxquels nous avons fait le point rentrent dans le cadre des investissements structurants. Ils portent sur l'eau, l'électricité et les villes résilientes impliquant l'assainissement et le drainage des eaux pluviales. L'objectif de ce dernier projet est de faire à ce que les villes congolaises absorbent mieux les changements climatiques. Nous avons aussi évoqué le projet de la route



Jean Jacques Bouya s'entretenant avec le directeur de l'AFD Congo (à droite) Photo ACI

de la corniche, sur le tronçon financé par l'AFD ainsi que d'une autre réalisation en cours d'exécution au CHU », Maurizio Cascioli.

Les deux personnalités ont, en outre, discuté de la mise en

place d'un schéma national de l'aménagement du territoire au Congo. Le projet va se réaliser avec l'appui des ministères de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Economie forestière. Il est financé par l'Initia-

tive pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI), dans le cadre de la lettre d'intention signée entre le Congo et CAFI. Le projet sera piloté par le ministère de l'Aménagement du territoire et mis en œuvre

par l'AFD, en tant qu'agence d'exécution.

« La collaboration entre l'AFD et le Congo est historique et se porte bien. Elle est très riche car notre agence est présente au Congo depuis 1947. Actuellement, près de 400 milliards sont investis au Congo dans les projets. Cette collaboration reflète l'excellence des relations de coopération entre la France et le Congo », a renchéri le responsable de l'AFD Congo.

Outre des projets en cours, l'AFD travaille actuellement sur la mise en place d'autres projets sociaux portant, entre autres, sur l'aménagement du territoire. Celui-ci pourra démarrer cette année. L'AFD prépare aussi d'autres projets sur les infrastructures et l'insertion professionnelle des jeunes.

Firmin Oyé

INFRASTRUCTURES

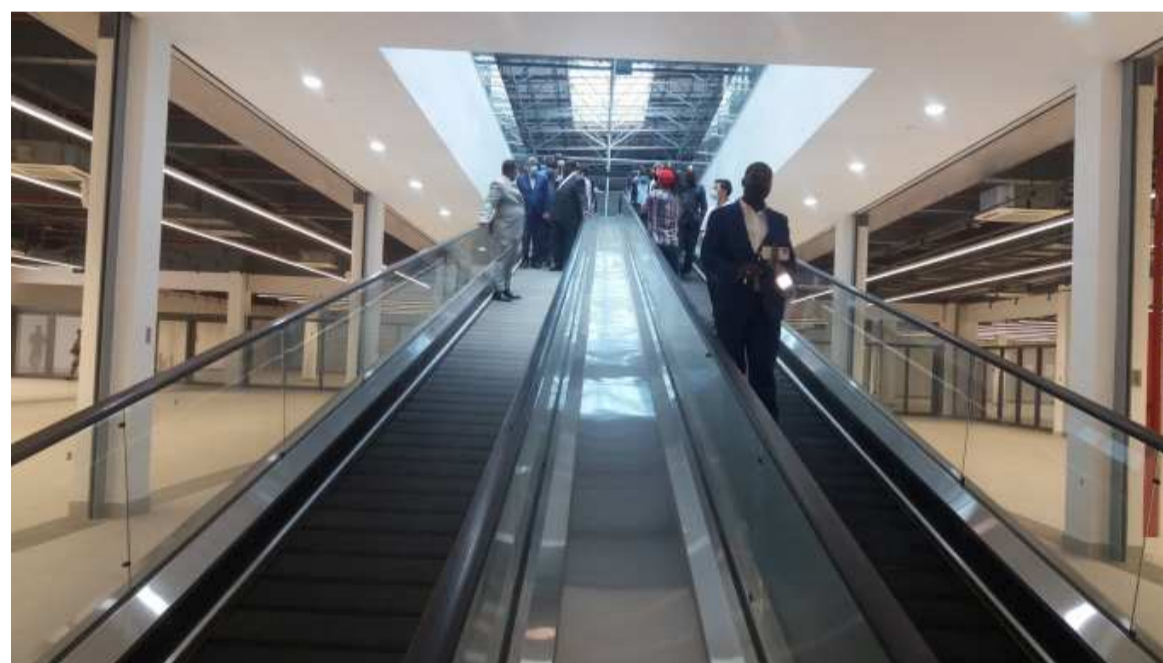
La BADEA pourra financer l'opérationnalisation de certains projets

En séjour de travail au Congo, le directeur général de la Banque arabe pour le développement de l'Afrique (BADEA), Sidi Ould Ta, a visité le chantier des Tours jumelles au quartier Chacona, à Mpila, et celui du Centre commercial Brazza Mall, sur l'ancien quartier général du régiment blindé. Emu par la qualité des ouvrages, le responsable de la BADEA a souhaité que son institution finance leur opérationnalisation.

En compagnie du ministre de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures et de l'Entretien routier, Jean-Jacques Bouya, et celui de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat, Josué Rodrigue Ngounimba, le directeur général de la BADEA a visité deux chantiers afin d'évaluer la qualité des investissements.

En premier, la délégation s'est rendue au chantier des Tours jumelles au quartier Chacona, à Mpila. Ce sont deux joyaux immeubles identiques de trente étages chacun, qui vont abriter un centre d'affaires au standing international.

Mesurant 135 m de hauteur, avec une vue panoramique sur le majestueux fleuve Congo, l'un de ces tours abritera un hôtel haut de gamme, avec toutes les commodités prévues selon les standards internationaux en la matière. Il comptera en tout plus de 183 chambres, dont



La délégation visitant l'un des centres commerciaux de Brazza Mall

huit suites présidentielles, quarante-deux appartements de luxe et 161 chambres standards. La seconde tour, quant à elle, comprendra des bureaux ; des salles touristiques ; des restaurants de valeur ainsi que des salles de conférence haut de

gamme, capables d'abriter des sommets internationaux. Les travaux lancés en 2015 et exécutés par une entreprise chinoise sont très avancés. L'ouvrage sera livré au gouvernement d'ici à la fin de cette année, à en croire les techniciens inter-

rogés sur place.

Ensuite, la délégation s'est rendue au centre commercial dénommé Brazza Mall. Ici, il s'agit d'un impressionnant domaine ultra moderne en construction, devant abriter des dizaines de supermarché où seront vendus

des articles de toutes sortes. Sur le terrain, les travaux sont aussi suffisamment avancés.

Impressionné par la nature des ouvrages, Sidi Ould Ta a salué le gouvernement congolais pour la qualité des investissements qui feront demain du Congo un hub d'affaires. Il a souhaité que la BADEA finance leur opérationnalisation.

« J'ai eu l'honneur de visiter ces joyaux infrastructurels pour lesquels j'exprime mon admiration. Tout le monde s'accorde à dire que le continent africain doit avoir des centres d'affaires et d'attraction afin d'attirer des investisseurs. Les tours jumelles et le centre commercial que j'ai visités relèvent d'une grande ambition pour le Congo. Je suis confiant que Brazzaville sera demain un grand pôle d'attraction et d'échanges économiques », a assuré le directeur général de la BADEA.

F.O.

ACTIONS SOCIALES

Plus de 150 cannes blanches distribuées aux déficients visuels

« Une personne handicapée visuelle sans canne blanche est une personne dépendante de son guide », ont indiqué, le 16 février, Nickson Moukoyou et Dieudonné Mbimi, tous deux délégués de la mission de distribution de cannes blanches de l'association « Viens & Vois » dans les différents départements du Congo, indique un communiqué de presse.



Les bénéficiaires/Adiac

Au total, plus de cent cinquante cannes blanches ont été distribuées aux aveugles dans les localités de Djambala, Owando, Dolisie, Nkayi, Sibiti et Komono. Cette distribution a concerné les aveugles en provenance de différents villages et ceux des villes urbaines.

L'objectif est de permettre aux personnes ayant perdu la vue de se communiquer pour une meilleure accessibilité et de se repérer de leur environnement spatial.

Au cours de la cérémonie de remise de don, les malvoyants et les aveugles ont été éduqués sur le rôle et l'utilisation de la canne blanche, un instrument traditionnel utilisé par les personnes

vivant avec handicap (PVH). La canne blanche leur sert de guide pour la mobilité afin d'éviter les obstacles.

« Dans notre société où tout le monde a des besoins particuliers, il arrive qu'une PVH manque de guide. Or, lorsqu'elle maîtrise le maniement de la canne blanche, la personne déficiente acquiert une indépendance dans sa mobilité », précise le communiqué.

D'après ce texte, les délégués ont pris connaissance à cette occasion de quelques difficultés auxquelles est confrontée cette catégorie de personnes vulnérables. Ces difficultés évoquées sont liées à l'alimentation, la scolarisation, la discrimination et bien d'autres.

En rappel, l'association « Viens & Vois » est une organisation non gouvernementale (ONG) qui œuvre au Congo en orientant ses actions vers l'objectif de développement durable n°5 et surtout sur l'Education pour tous. Cette ONG est dotée d'une école inclusive qui compte 394 élèves dont 60 handicapés de vue (aveugles et malvoyants). Elle prend en charge soixante aveugles sur les 278 personnes identifiées lors du recensement des personnes handicapées visuelles dans les communes avoisinantes de l'école en 2020. L'objectif était de prendre en charge ceux qui avaient l'âge de la scolarisation.

Lydie Gisèle Oko

CRISE UKRAINIENNE

Moscou suit de près l'évolution de la situation dans le sud-est

Moscou suit attentivement les développements dans le sud-est de l'Ukraine et le Kremlin agira en conséquence, a déclaré ce jeudi aux journalistes le porte-parole du président russe, Dmitri Peskov.

« Nous observons attentivement. Nous allons voir comment la situation [en Ukraine] va évoluer », a-t-il déclaré, répondant à un journaliste qui voulait savoir si le Kremlin envisageait de faire quelque chose.

Les correspondants ont également demandé si, dans l'actuelle situation, des pourparlers étaient prévus entre Moscou et Kiev. Dmitri Peskov a répondu qu'il « n'y avait pas de projet de négociations avec Kiev ». « Mais c'est évidemment un sujet de préoccupation très profonde », a-t-il ajouté. Selon lui, la Russie espère que « ses opposants dans les capitales occidentales » utiliseront leur influence pour prévenir Kiev contre une nouvelle escalade des tensions.

« Nous avons averti à plusieurs reprises qu'une concentration excessive des forces armées ukrainiennes à proximité immédiate de la ligne de clivage, associée à d'éventuelles provocations, pourrait constituer un grand danger. Et nous constatons ce genre de provocations. Des informations de représentants des républiques autoproclamées font état d'échanges de tirs sur la ligne de contact, les premiers tirs étant venus d'Ukraine. C'est une nouvelle inquiétante. Nous continuons à suivre de près [la situation]. Nous espérons que nos opposants des capitales occidentales, des États-Unis et de l'Otan utiliseront toute leur influence pour mettre en garde les autorités de Kiev contre une nouvelle escalade des tensions. »

TASS



Océan du Nord
Société de Transport - Mobilité

OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!
après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo



**Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!**

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

OPÉRATION BARKHANE/TASK FORCE TAKUBA

La France et ses alliés militaires se retirent du Mali

La France, ses alliés européens de la task force Takuba et le Canada ont annoncé « un retrait coordonné » au Mali. Le président français, Emmanuel Macron, « récuse le terme d'échec » après l'annonce du retrait de la force Barkhane de ce pays d'Afrique de l'ouest.

Emmanuel Macron s'exprimait, le 17 février, après la diffusion d'un communiqué de presse commun de l'Élysée, des pays européens engagés dans la force Takuba et le Canada annonçant officiellement la fin de leur présence au Mali. Ce qui était dit depuis plusieurs semaines est désormais acté. Il s'agit du retrait des forces étrangères, notamment la force Barkhane et la task force Takuba du Mali. Une partie de ses militaires sera redéployée au Niger frontalier. Le président français souhaite « impliquer et appuyer davantage les pays voisins de la bande sahélienne » et les pays du golfe de Guinée. « Les groupes terroristes jouent de la porosité des frontières », assure-t-il. Ainsi, « une coordination transfrontalière est indispensable pour contrer cette stratégie, c'est tout le sens d'un renforcement de la coordination entre les pays de la région ». Concernant spécifiquement le Mali, la France ne peut pas « rester engagée militairement aux côtés d'autorités de fait » dont elle ne partage « ni la stratégie ni les objectifs cachés », a souligné Emmanuel Macron. Sur le terrain, ce retrait « se traduira par la fermeture des emprises de Gossi, de Ménaka et de Gao » qui « sera effectuée de manière ordonnée, avec les forces armées maliennes et avec la Mission des Nations unies au

Mali».

Pour les cinquante-trois soldats « tombés au Sahel pour la liberté » et pour « les six Français qui ont perdu la vie au Niger en août 2020 », Emmanuel Macron a rendu un vibrant hommage. Il a déploré qu'« Al-Qaïda et Daech aient choisi de faire de l'Afrique, du Sahel en particulier, et maintenant de manière croissante du golfe de Guinée, une priorité de leur stratégie d'expansion ». Pour le chef d'Etat du Sénégal, Macky Sall, président en exercice de l'Union africaine, la lutte contre le terrorisme « ne saurait être la seule affaire des pays africains ». « Je suis heureux que l'engagement ait été renouvelé de rester dans la région et de réarticuler le dispositif », a-t-il souligné. Les opérations de retrait seront planifiées sur les quatre à six prochains mois « en bonne intelligence avec les armées maliennes », a indiqué Emmanuel Macron. Le retrait de la France, ses partenaires européens et le Canada des opérations militaires antidjihadistes au Mali est motivé par la dégradation des relations avec le nouveau gouvernement de transition malien. « Les conditions politiques, opérationnelles et juridiques ne sont plus réunies » et les pays ont décidé « le retrait coordonné » du Mali, tout en assurant de leur « volonté de rester engagés dans la région

» du Sahel, en proie à la contagion djihadiste, et d'« étendre leur soutien aux pays voisins du golfe de Guinée et d'Afrique de l'ouest », selon une déclaration conjointe.

Les « paramètres » de cette réorganisation seront donc arrêtés « d'ici juin 2022 », pour faire « progresser la paix et la prospérité en Afrique », a précisé le président du Conseil européen, Charles Michel. A l'encontre du nouveau pouvoir malien, Emmanuel Macron a indiqué que « la lutte contre le terrorisme ne peut pas tout justifier, elle ne doit pas sous prétexte d'être une priorité absolue se transformer en exercice de conservation indéfini du pouvoir ». Le pays maintiendra un rôle « d'appui », de « partenaire ». Concernant la société paramilitaire russe Wagner, il a expliqué que le Mali est « libre de structurer des relations militaires avec la Russie » même s'il « embauche des mercenaires venus sécuriser leurs intérêts économiques ». La France est militairement présente depuis 2013 au Mali. Quelque 25 000 hommes sont actuellement déployés au Sahel, dont environ 4 300 Français (2 400 au Mali dans le cadre de Barkhane), selon l'Élysée. Le pays accueille également 15 000 soldats de l'ONU au sein de la Minusma, dont l'avenir est désormais en suspens.

Noël Ndong

COVID-19

Des usines en kit expédiées en Afrique pour la production de vaccins

Le laboratoire allemand BioNTech, à l'origine du premier vaccin à ARNm contre la covid-19 développé avec Pfizer, a dévoilé mercredi des unités de production mobiles destinées à être envoyées en Afrique cette année pour y fabriquer le vaccin sur place.



Le laboratoire BioNTech, pionnier dans la technologie de l'ARNm, a conçu deux modules de douze conteneurs au total, l'un pour la fabrication de l'ARNm et l'autre pour finaliser le sérum de vaccin, qui doit ensuite être mis en flacons ailleurs. Cette usine mobile baptisée «BioNTAINER» sera envoyée au Rwanda ou au Sénégal, au deuxième trimestre 2022 et les premières doses devraient être disponibles douze mois plus tard. Ouvrir une usine conventionnelle de ce type dure actuellement trois ans. L'Afrique du Sud rejoindra éventuellement le réseau de production, selon BioNTech. Les modules ont été présentés mercredi sur le principal site de production d'ARNm de BioNTech, à Marbourg, dans le centre de l'Allemagne. L'Afrique est le continent le moins vacciné. Plus d'un an après l'administration des premiers

vaccins contre la covid-19 et deux ans après le début de la pandémie, quelque 12% des Africains ont été complètement immunisés. BioNTech vise à mettre en place des unités de production de la technologie d'ARNm sur tous les continents. L'entreprise a vendu des dizaines de milliards de doses de son vaccin développé avec l'Américain Pfizer. Des employés de BioNTech y travailleront au début mais doivent former des spécialistes locaux afin de transmettre l'usine à moyen ou long terme, selon un communiqué de l'entreprise allemande devenue en moins de deux ans un acteur majeur de l'industrie pharmaceutique. Il s'agit d'un transfert de certaines technologies, mais sans la levée des brevets réclamée notamment par de nombreux pays en développement et organisations non gouvernementales.

D'après AFP

CONGOREP



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Incident au niveau de la torchère de la plateforme PCP du champ d'Emeraude

Mardi, 15 février, aux alentours de 11h00, une échappée d'hydrocarbures s'est produite par la torchère de la plateforme PCP sur le champ d'Emeraude. Celle-ci, située au bout d'une longue passerelle isolée, a permis aux fluides enflammés de s'éloigner de la plateforme.

Les trois nappes de pétrole d'une cinquantaine de mètres carrés qui se sont alors formées sur la mer et dont la combustion a entraîné une impressionnante fumée noire ont été rapidement maîtrisées.

Aucun dommage humain ni matériel n'est à déplorer.

Nos équipes d'intervention ont été immédiatement mobilisées pour traiter le faible reliquat d'hydrocarbures encore présent sur la surface de l'eau.

Des investigations sont en cours afin de comprendre les raisons de cet incident technique et prendre les mesures qui s'imposeraient.

Toutes les autorités compétentes ont été informées.

SIXIÈME SOMMET UA/UE

Charles Michel et Macky Sall présentent les objectifs pour un partenariat renouvelé

Avant le 6^e sommet de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE) de Bruxelles (17 et 18 février), le président du Sénégal et président en exercice de l'UA, et Charles Michel, président du Conseil européen, ont signé une tribune conjointe publiée dans le JDD.

À l'occasion du 6^e sommet UE-UA des 17 et 18 février à Bruxelles, le président du Sénégal et de l'UA, Macky Sall, et le président du Conseil européen, Charles Michel, ont signé une tribune conjointe publiée par Le Journal du dimanche (JDD). Ils présentent les enjeux du sommet résumés comme suit :

« Les 17 et 18 février prochains, les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union africaine et de l'Union européenne se réuniront en sommet à Bruxelles. La pandémie est l'une des raisons qui expliquent le temps qui s'est écoulé depuis notre dernière rencontre. L'objectif n'est rien moins que d'établir ensemble les bases d'un partenariat renouvelé entre nos deux continents, un nouvel élan dont l'idée est en gestation depuis un certain temps déjà. La croissance, la prospérité partagée et la stabilité sont les grands objectifs de ce partenariat. Notre sommet reposera sur deux principes fondateurs ».

Respect et valeurs

« Nos deux continents et leurs peuples partagent une proximité géographique, des langues et des liens humains et économiques. La paix et la sécurité de nos deux continents sont interdépendantes. Voilà pourquoi le premier principe fondateur doit être le respect. Le futur nous demande d'accepter et de respecter nos dif-



Charles Michel et Macky Sall encore sans accès à l'électricité ».

férences. Le second principe fondateur, ce sont les droits et les valeurs que sont la dignité, la liberté et la solidarité, exercés dans le cadre de l'État de droit et de la bonne gouvernance. Sur ce terrain commun, nous pouvons chaque jour apprendre les uns des autres. Enfin, notre projet repose sur des intérêts communs. Une Afrique prospère, stable, sûre et durable, en pleine possession de ses moyens pour affronter tous les défis de l'avenir en est le cœur ».

Un partenariat pour la prospérité

« Un partenariat postule l'échange et le partage. Chacun de nos deux continents dispose de possibilités gigantesques à mettre au profit de ce projet commun. L'UE apportera des capacités d'investissements publics et privés, ainsi qu'un savoir-faire en matière

d'infrastructures et de technologies vertes, qui sont essentielles pour notre combat commun contre le changement climatique et la transformation des économies africaines. L'Afrique dispose d'importantes ressources naturelles, d'une population jeune et dynamique qui ne demande qu'à être mobilisée, et de capacités d'innovation et d'inventivité impressionnantes[...]. Dans le même esprit, une initiative pour l'allègement de la dette des pays pauvres est souhaitable pour soutenir les efforts de résilience et de relance des pays africains. Nous lançons également un appel en faveur d'une transition énergétique juste et équitable tenant compte des besoins spécifiques de l'Afrique, notamment pour son industrialisation et l'accès universel à l'électricité. Nous rappelons que plus de 600 millions d'Africains restent

Un partenariat pour la stabilité

« Notre partenariat renforcé mettra aussi la paix et la sécurité au cœur de ses priorités. Les menaces sont de plus en plus transnationales et de plus en plus complexes. Nous y sommes tous confrontés, quelles que soient leurs formes, y compris les cyberattaques et les attaques hybrides. Ces menaces communes nous appellent à continuer à y faire face ensemble, y compris en Afrique, en particulier dans la lutte contre le terrorisme. Il nous faut poursuivre ensemble la réflexion, sous l'égide de l'Union africaine et de l'Union européenne, pour une meilleure coordination de nos efforts dans cette lutte solidaire contre un ennemi commun. Faire face à ce défi

majeur requiert de partir des causes profondes, l'instabilité et la radicalisation, pour aller jusqu'à la résolution durable des crises et à la construction d'une paix réelle et durable ».

L'épreuve de la pandémie

« La pandémie a mis en évidence nos vulnérabilités communes, notre interdépendance et donc la nécessité d'agir ensemble et de façon concertée pour y faire face et mieux nous préparer aux éventuelles crises sanitaires dans le futur. La lutte contre la covid-19 reste une priorité immédiate. L'Europe s'est investie depuis le début pour organiser et financer la solidarité internationale en matière de vaccins, en particulier au travers de l'initiative Covax ».

Un arc de paix

« Nous voyons grandir dans notre monde les risques de confrontation entre blocs. Face à cette tendance inquiétante, nous avons la conviction que l'Afrique et l'Europe peuvent travailler ensemble à l'avènement d'un monde meilleur et plus sûr pour tous, en privilégiant le dialogue et la coopération dans le respect mutuel. C'est dans cet esprit et avec ces objectifs que nous nous apprêtons, Africains et Européens, à nous retrouver les manches pour travailler à un avenir commun enthousiasmant ».

Noël Ndong

VATICAN

Le pape François a appelé à la fraternité et au respect de la liberté de chaque pays

Le pape François a rappelé les racines chrétiennes communes de l'Europe et a exhorté à ne pas oublier la fraternité, la réconciliation et le respect de la liberté de chaque pays. C'est ce qu'a déclaré mercredi le souverain pontife lors d'une audience générale.

« Lundi, nous avons célébré la journée en hommage aux saints Cyrille et Méthode, apôtres des Slaves et patrons de l'Europe. Prions pour leur engagement pour les pays de ce continent, pour que la mémoire de leurs racines chrétiennes communes éveille l'esprit de réconciliation, de fraternité et de solidarité, ainsi que le respect de chaque pays et la liberté de chaque pays », a déclaré le pape François.

Il a également exhorté à rechercher « un signe de réconciliation dans un monde plein de contradictions et de maux, dans les paroles de l'Évangile ».

À l'appel du pape François, le 26 janvier était la Journée de prière pour la paix en Ukraine. Le chef de l'Église catholique romaine a appelé à plusieurs reprises à un règlement diplomatique de la crise autour de l'Ukraine dans ses sermons.

UKRAINE

Plus de 2 000 tonnes d'armes et de munitions reçues de l'Occident

L'Ukraine a reçu plus de 2 000 tonnes d'armes et de munitions de ses partenaires occidentaux. C'est ce qu'a déclaré mercredi le ministre ukrainien de la Défense, Alexeï Reznikov.

« Je tiens à noter que nous ressentons chaque jour le soutien grandissant de nos partenaires étrangers. Nous avons déjà reçu plus de 2 000 tonnes d'armes modernes et de munitions », a fait savoir Alexeï Reznikov.

Le ministre a rappelé que Kiev avait obtenu des systèmes de défense antiaérienne portatifs Stinger, des lance-missiles anti-

chars portatifs Javelin et NLAW, ainsi que « d'autres moyens dont on ne pouvait que rêver auparavant ». Il a également indiqué que l'Ukraine construirait bientôt une usine pour produire des drones d'attaque turcs Bayraktar. « Nous recevrons encore plus de soutien, car nous sommes en contact permanent avec nos partenaires », a-t-il déclaré.

Selon le ministre, l'Ukraine mène actuellement des exercices Metel 2022 dans tout le pays, qui ont commencé le 8 février. Précédemment mercredi, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmitri Kouleba, avait déclaré que les partenaires occidentaux de l'Ukraine avaient décidé, au cours des dernières 24 heures, de lui allouer une aide de deux milliards de dollars.

Tass



PROJET LISUNGI-SYSTEME DE FILETS SOCIAUX

Deux milliards de FCFA pour le paiement de 29.093 bénéficiaires



Le Ministre des affaires sociales et de l'action humanitaire, Madame Irène Marie Cécile MBOUKOU KIMBATSA va procéder, les 19 et 22 février 2022, respectivement à Pointe-Noire et à Brazzaville, au lancement des paiements des allocations à 29.093 bénéficiaires sélectionnés dans huit départements du Congo : Brazzaville, Pointe-Noire, Lékoumou, Bouenza, Pool, Cuvette Ouest, Cuvette et Likouala. Coût global des opérations de paiements 2.011.561.200 FCFA. Le versement de ces allocations s'inscrit dans le cadre de l'exécution de deux financements Banque mondiale. Il s'agit du financement additionnel du Projet Lisungi dit Likouala et du Projet Lisungi de Riposte d'Urgence à la Covid (PLRUC).

Au titre du financement additionnel du Projet Lisungi dit Likouala, les accords conclus en février 2019 entre le Gouvernement et la Banque mondiale visent 12.000 bénéficiaires dont 6000 réfugiés et 6000 populations hôtes, y compris, les peuples autochtones, installés dans les localités ci-après : Brazzaville et Pointe-Noire, Ignyé et Kintélé (Pool), Impfondo, Dongou, Enyellé et Betou (Likouala). Les 12.000 bénéficiaires percevront

deux types d'allocations. La première allocation dite Transferts monétaires conditionnels (TMC) est attribuée à 4000 ménages dont 2000 réfugiés et 2000 populations hôtes, ayant des besoins spécifiques et/ou composés des enfants de 0 à 14 ans, d'une personne âgée ou d'une femme enceinte. Le montant de l'allocation versée chaque trimestre, varie selon la taille du ménage. Il oscille entre 30.000 et 135.000 FCFA. La cérémonie

de lancement officiel des paiements de cette allocation a été patronnée, le 24 septembre 2021, à Impfondo, par le Ministre des affaires sociales et de l'action humanitaire.

2940 ménages uniquement des localités du département de la Likouala ayant des informations fiables, ont perçu au moins deux trimestres, au titre des transferts monétaires conditionnels.

Le deuxième type d'allocation concerne les Transferts Monétaires Activités Génératrices de Revenus (TMAGR) qui couvre 8000 ménages pauvres vulnérables, dont 4000 réfugiés et 4000 populations hôtes, en priorité les femmes exerçant une activité génératrice de revenu ou porteur d'un micro-projet. Le montant de cette allocation est de 200.000 FCFA à verser en trois tranches.

Pour le paiement de ce mois de février, 6086 ménages du financement dit Likouala auront accès aux TMC et aux TMAGR repartis ainsi qu'il : Brazzaville : 748 bénéficiaires ; Pointe-Noire : 145 bénéficiaires ; Kintélé : 292 ; Ignyé : 413 et Likouala : 3038 bénéficiaires, pour un montant correspondant à 607.726.200 FCFA. Pour les zones de Brazzaville, Pointe-Noire, Kintélé et Ignyé, ces paiements ne s'adresseront qu'aux ménages réfugiés. Dans la



Likouala, ils prennent compte les réfugiés et les populations hôtes. Au titre du Projet Lisungi de Riposte d'Urgence à la Covid (PLRUC), il s'agit de la deuxième composante du financement y relatif destinée à couvrir 23.000 ménages bénéficiaires sélectionnés dans certaines localités déjà couvertes par l'allocation d'urgence de 50.000 FCFA que le gouvernement avait accordée à 200.000 ménages vulnérables, allocation décidée à la suite du confinement. Ainsi le PLRUC intervient à Brazzaville, Pointe-Noire, Sibiti, Madingou, Kinkala, Ewo et Owando. Au terme de l'accord de financement, le PLRUC verse également deux types d'allocations aux ménages bénéficiaires, une allocation mensuelle de 40.000 FCFA combinée à une subvention accordée au porteur de microprojets d'un montant de

250.000 FCFA. A cet effet, le Ministère des affaires sociales et de l'action humanitaire, à la suite du travail technique réalisé par l'Unité de Gestion du Projet, va, dans un premier temps, verser trois mois d'allocation (octobre, novembre et décembre, exercice 2021) à 23.007 ménages correspondant à une bagatelle de 1.403.835.000 FCFA.

En somme, le paiement en simultané des allocations des ménages bénéficiaires relevant de deux financements traduit la volonté du gouvernement du Congo de tenir ses engagements vis-à-vis de son partenaire technique et financier, en l'occurrence, la Banque mondiale, de respecter le calendrier de paiements afin de booster le taux de décaissement, tel que défini dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Lisungi.



FONDATION
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE

Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« *Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents* »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène

Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com
www.fondationgotene.com

HISTOIRE CONTEMPORAINE

« L'Alima-Léfini (1878-1960) », objet d'une soutenance de thèse de doctorat

Sous la direction de Dominique Oba, maître de conférences (Cames) à l'Université Marien-Ngouabi de Brazzaville, Ove Varvel Allanghah, titulaire d'un master histoire et civilisations africaines, a présenté et soutenu publiquement sa thèse sur « L'Alima-Léfini 1878-1960 » pour l'obtention du diplôme de doctorat unique, à l'auditorium du rectorat de cette université.

La thèse soutenue publiquement montre comment l'Alima-Léfini a été plus ou moins abandonnée pendant la période coloniale. Peu d'études y ont été menées. D'où, de nombreuses zones d'ombre qui y demeurent encore. Le mérite de l'étude d'Ove Varvel Allanghah est surtout de relever le contact et le rapport entre l'explorateur, le conquérant Pierre Savorgnan de Brazza, et la population de la circonscription de l'Alima-Léfini ainsi que la place qu'occupait celle-ci lors de la colonisation du Congo. Cette thèse analyse aussi l'évolution socio-économique et politique de cet espace géographique téké et mboisi de 1878 à 1960.

Des mentions sur l'histoire téké remontent aux XVe- XVIe siècles, mais ne deviennent plus courantes qu'au XIXe siècle. L'expansion coloniale s'était déjà effectuée bien avant la tenue de la conférence de Berlin de 1884-1885, notamment avec Pierre Savorgnan



L'impétrante Ove Varvel Allanghah et les membres du jury/DR

de Brazza qui prit possession du Congo, dès 1880. Il eut des résistances à l'action coloniale. Au-delà de cette politique coloniale de la pacification, la « mise en valeur » (la colonisation) a profondément marqué l'histoire des peuples de cette région jusqu'en 1960, année de l'accession de la République du Congo à l'indépendance. De nombreux efforts de modernisation vont être entrepris dans cette partie septentrionale du pays.

En effet, l'espace l'Alima-Léfi-

ni, entré dans l'histoire écrite lors de la première mission d'exploitation de Savorgnan de Brazza, correspond à l'actuel département des Plateaux avec une superficie de 38 400 km². La population de cet espace est constituée des Tékés, Mboisi, Moye et Tswa. En 2007, il comptait 174 591 habitants selon le recensement dont 84 446 hommes et 90 145 femmes. La densité est de 4,5 habitants par km². Les habitants de ce département sont majoritairement les Tékés. Le département est

dirigé par un préfet et se divise en onze districts, dirigés chacun par un sous-préfet, a signifié Ove Varvel Allanghah.

A l'issue de la soutenance, le jury de quatre membres présidé par Yvon Norbert Gambeg, Pr titulaire (Cames) à l'Université Marien-Ngouabi, a délibéré la note « Très honorable avec félicitations du jury » à l'impétrante.

Satisfaite après ce sacre, Ove Varvel Allanghah, qui a suivi un cursus universitaire de la première à la troisième année

de doctorat à l'Université Marien-Ngouabi, n'a pas caché ses sentiments. « Je suis heureuse d'obtenir aujourd'hui ce diplôme de docteur. Cela consacre les efforts fournis surtout durant ces dernières années de préparation de ma thèse de soutenance. Me voici presque à la fin de mes études supérieures. Quant aux perspectives, le choix du sujet sur l'Alima-Léfini : 1878-1960 traduit la prise de conscience que nous témoignons vis-à-vis de l'histoire de notre pays. Je reste ainsi à la disposition de l'État congolais », a déclaré l'impétrante.

Notons que le jury a connu pour rapporteur externe Bwatshia Kambayi, professeur émérite à l'Université de Kinshasa et Félix Yékoka, maître de conférences (Cames), Université Marien-Ngouabi, rapporteur interne. Joseph Zidi, maître de conférences (Cames), Université Marien-Ngouabi, en a été l'examineur.

Bruno Okokana

VIE ASSOCIATIVE

Le Centre culturel Zola lance sa saison 2022

Situé à Moungali dans le quatrième arrondissement de Brazzaville, le siège de Leadership pour le Congo (LeadCo) qui abrite le Centre culturel Zola (CCZ) a servi de cadre au lancement de la saison culturelle 2022 de ce centre, en présence de plusieurs personnalités.

Dans son adresse, le président Christel Diatha a indiqué que LeadCo est un rêve devenu une réalité tangible, c'est le rêve d'impulser un leadership, un état d'esprit nouveau, une nouvelle façon de penser et d'agir auprès de la jeunesse, qui est la composante la plus importante de la population congolaise. « La transformation de notre environnement de vie et de notre société passe nécessairement par le renouvellement de l'intelligence des hommes et femmes de notre pays. Dans une certaine mesure, nous sommes à l'image de ce que nous pensons et nous serons ce que nous projetons de devenir... », a-t-il souligné.

LeadCo intervient dans quatre axes ou domaines que sont l'amélioration de l'employabilité ; l'entrepreneuriat ; l'environnement et la culture. Enfin, Christel Diatha a présenté le nouveau leadership du CCZ pour porter haut l'étendard de la culture congolaise et africaine. Ce nouveau leadership se conjugue au féminin. Il s'agit de Svieta Alphonsine Diatha, nommée di-



Les officiels/Adiac

rectrice du CCZ, depuis le 1er janvier 2022.

Prenant la parole à son tour, la nouvelle directrice du CCZ, Svieta Alphonsine Diatha, a tenu d'abord à saluer le travail de pionnier, qui a été réalisé par Hassim Tall Boukambou courant 2021, bien que cela a été une année difficile à bien des égards, à cause de la crise sanitaire mondiale, avec sa cohorte de mesures barrières et restrictives sur le plan national. Ce contexte, a-t-elle dit, a fortement perturbé la tenue des activités du CCZ.

Elle a ensuite déballé sa feuille de route.

« Hier en 2021, en dépit de tout, plusieurs choses intéressantes ont été réalisées, ateliers spectacles de tous genres, théâtre, slam, percussion, danse urbaine, ... Au cours de la saison qui s'ouvre aujourd'hui, nous allons poursuivre ces activités, avec une meilleure maîtrise de notre organisation, avec un peu plus de professionnalisme et un peu plus de méthode. Nous avons travaillé sur la programmation du premier

semestre 2022, qui présente l'avantage de la projection et de la visibilité de nos ambitions en termes d'événements et spectacles planifiés au titre de ce premier semestre », a-t-elle indiqué.

Une programmation alléchante

L'artiste musicien légendaire Zao, bien connu pour son titre planétaire « Ancien combattant », est l'un des grands qui marquera la programmation du premier semestre de ce centre. D'autres

grands noms se produiront sur la scène pour inspirer les jeunes artistes et leur donner l'envie de persévérer dans la voie qu'ils ont choisie, a précisé la directrice. Tout en précisant que la programmation de la première partie de cette saison 2022 est très riche. Cette programmation, pour être ambitieuse, nécessite aussi d'énormes moyens financiers dont le centre ne dispose pas. « La billetterie que nous mettrons en place, à l'occasion des différents spectacles programmés, ne suffira pas à couvrir tous les besoins. C'est pourquoi je saisis l'opportunité de cette tribune pour lancer un appel, à vous qui êtes ici et à vous qui nous suivez d'ailleurs, à nous accompagner dans cette aventure. Venez nombreux pour apporter votre soutien, pour financer notre programmation, afin de redonner à la maison ses lettres de noblesse », a-t-elle fait savoir.

La cérémonie a été agrémentée par le Ballet Les fantastiques, l'humour avec Monsieur Honorable, le conte avec Jules Ferry, puis le slam avec Guer2vie.

B.O.

COOPÉRATION

Le couple royal belge attendu à Kinshasa

Sur invitation du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, le couple royal belge est attendu à Kinshasa du 6 au 10 mars prochain, dans le cadre d'une visite officielle, rapporte un communiqué signé de Guylain Nyembo, le directeur de cabinet du chef de l'Etat, publié le 16 février.

Le roi Philippe et la reine Mathilde, selon le communiqué, seront à la tête « d'une importante délégation belge comprenant notamment le Premier ministre, Alexander De Croo; la vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères, Sophie Wilmes; ainsi que la ministre de la Coopération au développement, Meryame Kitir ».

En attendant les détails sur les étapes ainsi que sur le contenu de cette visite, il est à noter que cet événement marquera, une fois de plus, selon le communiqué, « l'excellente qualité des relations bilatérales entre le Royaume de Belgique et la République démocratique du Congo ».

Rappelons que le roi Philippe, le roi Albert II et la reine Paola étaient déjà à Kinshasa, le 28 juin 2010, pour assister aux festivités du cinquantième de l'indépendance de la République démocratique du Congo. Le couple royal belge avait, à la même occasion, visité le centre hospitalier roi Baudoin à Masi-na, situé dans la partie est de Kinshasa.

Le roi Philippe avait émis le vœu de voir la Belgique et la RDC regarder « vers l'avenir dans un esprit de coopération ».



Alain Diasso

Le couple royal belge



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance incendie



Assurance tous risques
chantier



Assurance voyage

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO



RETOMBÉES DES PROPOS DÉSOBLIGEANTS DE WILLIAM RUTO

Le Kenya présente ses excuses au peuple congolais

Entre la République démocratique du Congo et le Kenya, les rapports diplomatiques sont au beau fixe. C'est ce qu'a tenu à faire comprendre l'ambassadeur du Kenya en RDC Georges Masafu qu'avait reçu en audience, mercredi 16 février 2022, le secrétaire général a.i du ministère des affaires étrangères, Kabongo Ngoy Josca, sur instruction du Chef de la diplomatie congolaise, Christophe Lutundula.

Cette rencontre qui n'était pas fortuite faisait suite aux récentes déclarations à la limite « moqueurs et injurieux » du vice-président du Kenya William Ruto à l'endroit de la République (RDC) et de sa population.

En effet, alors qu'il recevait les hommes d'affaires de son pays, le 12 février dernier à Nairobi, l'homme d'Etat kenyan s'est livré à un sévère réquisitoire sur la RDC dont il a critiqué la gestion économique sur un ton railleur. Il a encouragé l'industrie du lait de son pays à profiter du marché congolais dont les populations plus intéressées par le loisir, particulièrement la musique, que par le travail.

« Nous avons un marché qui part de la RDC. Ces gens sont environ 90 millions d'habitants mais n'ont pas de vaches pour produire leur propre lait. Cette RDC des gens qui ne savent que chanter, comme Kanda Bongo Man, un musicien congolais très célèbre en Afrique de l'est (dans les années 90) et portant des pantalons enfilés au-dessus du nombril. Allons-y leur vendre du lait. (...) jusqu'à présent, ils continuent d'importer le lait de l'Australie, Nouvelle-Zélande et je ne

sais pas encore d'où », avait déclaré l'officiel kényan oubliant qu'il ouvrait là une brèche qui risquait de mettre à mal la coopération bilatérale entre les deux pays.

A Kinshasa, ces propos étaient très mal pris. La classe politique congolaise s'est levée pour exprimer son indignation. D'où l'interpellation de l'ambassadeur du kenyan en RDC qui tentera d'éteindre le feu, en arguant que les propos controversés n'engageaient que son auteur et non le gouvernement kenyan. Au cours de l'audience lui accordée par le secrétaire général, Kabongo Ngoy Josca, l'officiel kenyan lui a remis en mains propres une note verbale contenant des excuses du gouvernement du Kenya.

Et dans un communiqué de presse, publié juste après cette rencontre, l'ambassadeur Georges Masafu a rassuré le gouvernement et le peuple de la RDC que le Kenya continuera à encourager les citoyens de deux pays dans les partenariats solides, surtout que la RDC est à deux doigts de diriger la Communauté économique de l'Afrique de l'est.

Alain Diasso



William Ruto, vice-président du Kenya

KASAÏ ORIENTAL

Vers l'opérationnalisation de Lumumbaville

Lentement mais sûrement, le projet portant création de Lumumbaville est en train de prendre corps. L'enjeu aujourd'hui consiste à doter cette juridiction de tous les attributs nécessaires liés à son fonctionnement en tant qu'entité à part entière.

Le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a accordé, le 15 février à son bureau de la cité de l'Union africaine à Kinshasa, une audience à une délégation de la mairie de Lumumbaville. La rencontre faisait suite au dernier passage du président de la République au Sankuru, en janvier dernier, pour l'installation officielle des autorités administratives de cette ville.

Lumumbaville est une entité née le 14 mai 2013 de la fusion de deux communes liées à l'histoire de Patrice Emery Lumumba. Composée de Wembo-Nyama, lieu de son éducation, et d'Ewango dont fait partie Onawa, son village natal, la ville est située sur le territoire de Katakombé dans la province de Sankuru, à 1000 km de Kinshasa. Les questions relatives à la gestion de cette nouvelle entité qui manque presque de tout étaient en toile de fond des discussions entre le garant



de la nation et les notables de cette partie du Grand Kasai.

À l'issue de l'audience, le chef de l'État a remis à ses interlocuteurs des ordinateurs, des générateurs et des matériels roulants, tels qu'une jeep 4x4 et des motos pour la bonne administration et la mobilité des territoriaux. C'est Ayaki Andjadiumi et ses adjoints qui ont réceptionné ce don précieux du président de la République qui, par ce geste symbolique, matérialise enfin sa promesse du développement de la base par la transformation positive du pays.

Plus de cinquante ans après sa mort le 17 janvier 1961, la famille de Patrice Lumumba réclame toujours que toute la lumière soit faite sur cette affaire. En 2001, une commission d'enquête parlementaire belge a conclu à la "responsabilité morale" de la Belgique qui a présenté ses excuses au Congo.

A.D.

ADJONCTION DE NOM

On m'appelle Madzengue Bayengoua Dobou Fortunin. Je desire continuer d'être appelé Madzengue Bayengoua Dobou Fortunin, fils de Madzengue Younous et de Yakité Georgette, comme l'avait ardemment voulu et annoncé par mon défunt père et non Bayengue Dobou Fortunin comme m'avait déclaré mon oncle paternel en l'absence et à l'insu de mon père.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

NÉCROLOGIE

Djason Philosophe, la famille et les enfants Mobassi ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père, oncle et grand-père Antoine Mobassi «Backus-chef», enseignant et ancien chef de service à l'INRAP, survenu le 7 février 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis n° 113 rue Oboya à Talangaï (Rfce général Adoua).

La date et le programme de l'inhumation seront communiqués ultérieurement. «Que l'âme de notre cher papa repose en paix».



IN MEMORIAM



Grégoire Essende Obou
21 février 2021 - 21 février 2022.
Voici un an que Dieu te rappelait à lui, Rock Ngassakys, les familles Essende, Ingoulou, Ikiemou et la veuve Essende Ngassaki gardent de toi, ta gentillesse, ta générosité et surtout ton amour envers les autres. Que puisse ton âme se reposer en paix et ton souvenir inoubliable dans les coeurs de ceux qui t'ont aimé et qu'ils aient une pensée pieuse en ta mémoire.

Ainsi, pour marquer ce souvenir, une messe d'action de grâce sera dite en l'église Saint-Jean-Baptiste de Talangaï à 6h 15 précise suivi d'un dépôt de gerbes de fleurs sur la pierre tombale.

Un apéritif sera donné au domicile familiale.

Maître Patrice Mahoungou, commissaire de justice et commissaire priseur annonce aux parents, amis et connaissances le décès de sa mère Julienne Bengue, survenu le 9 février 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°6 de la rue Mankoussou sur l'avenue de la cité des 17 à côté de l'hôtel Christy.

La date de l'inhumation est fixée au vendredi 18 février au cimetière du Centre-ville à Brazzaville.



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ
LE QR CODE



MM. Kouendzé Edouard, Yombi, Ongagna, Okemba Henry et les enfants Ongagna ont la profonde douleur d'informer Djeif Ayessa Ndinga à Pointe-Noire, Alphonse Aya, Bernard Tséke-Tséke, Mme Atsono Agnès, Mboulé Elemba tous à Makoua, Henriette Ossona dans la Sangha et Casimir Itoua (Okougou Niama) au village Issabi sur l'axe Owando-Makoua, les amis et connaissances du décès de leur frère, oncle, père Jean Rigobert Ongagna, alias vieux Rigo, Koubou-Koubou (le couteau) ancien chef de service section Bâtiment au CFCO de Brazzaville, admis à la retraite, survenu le 15 février 2022 au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°201 de la rue Moukoulou à Talangaï. (Rfce : arrêt boulangerie vers l'école 18 mars, quartier petit chose).

La date et le programme de l'inhumation seront communiqués ultérieurement.

ECHANGE DE VŒUX

Les forces de défense et de sécurité réitèrent leur loyauté à Félix Tshisekedi

Le Palais de la nation a abrité, le 17 février, la cérémonie d'échange de vœux entre le président de la République et commandant suprême des Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc) et de la Police nationale congolaise (PNC), Félix-Antoine Tshisekedi, et les forces de défense et de sécurité nationale.

Les officiers supérieurs et subalternes, les sous-officiers des Fardc et de la PNC, les corps de gardes nationaux et du service national, tous valablement représentés, ont pris part à la brève cérémonie essentiellement marquée par l'intervention du chef de l'Etat. Une intervention qui s'est muée, par la force des choses, en une causerie morale au regard du contexte sécuritaire actuel.

Dès l'entame de son message, le président de la République a sollicité de l'assistance l'observation d'un moment de recueillement en mémoire des soldats tombés au front, tout en présentant ses condoléances les plus attristées à leurs familles respectives. Il a remercié les vaillants militaires des Fardc pour la bravoure dont ils ont fait montre tout au long de l'année 2021, en considérant les pertes ainsi que les désastres enregistrés comme inhérents à toute opération militaire.

Lutter contre les antivaleurs

Le commandant suprême des Fardc et de la PNC a exhorté les militaires au front à plus de courage et d'abnégation. Félix-Antoine Tshisekedi a réitéré son engagement à ne ménager aucun effort pour améliorer, tant soit peu, les conditions de travail des militaires afin de booster leur rendement pour le bien du peuple congolais. Il a rappelé aux uns et



Les Fardc en patrouille dans une localité à l'est du pays DR

aux autres le noble devoir de défendre la patrie et, en retour, a-t-il dit, « la patrie a l'obligation de tout mettre en œuvre pour vous mettre à l'aise ainsi que vos familles respectives afin que votre travail soit exemplaire ».

Le chef d'Etat a encouragé les Fardc à lutter contre les antivaleurs qui minent l'armée, entraînant l'affaiblissement de son rendement alors qu'elle est mieux cotée à l'extérieur. Il a exhorté les soldats congolais à combattre les antivaleurs, à se dévouer pour la patrie, à se départir des mauvaises pensées pour ne se concentrer que sur le devoir qu'impose leur noble mission.

La même interpellation a été faite à l'endroit de la police dont les unités sont astreintes au devoir de

servir la patrie en étant tout aussi exemplaires, notamment dans la lutte contre les embouteillages qui paralysent le trafic routier dans les grandes agglomérations avec un effet d'entraînement sur l'économie du pays. Aux corps des parcs nationaux, le président de la République n'a pas manqué d'exprimer toute son admiration devant les sacrifices consentis, parfois au prix de leur vie, pour la protection de la faune et de la flore qui font la fierté du pays.

Enfin, le garant de la nation s'est dit très fier du Service national pour le travail abattu et a fait part de sa disponibilité à répondre à ses besoins ainsi qu'à ses préoccupations en vue d'un accompagnement efficient à l'action amorcée, précisément dans la

transformation et la réinsertion sociale des fameux « Kulunas ».

Haro sur les officiers véreux !

Relevant plusieurs cas d'indiscipline constatés à tous les niveaux de commandement dans l'armée et la police, lesquels ont contribué, d'une manière ou d'une autre, à certains échecs connus sur le terrain (mauvaise gestion des fonds et détournement du matériel mis à la disposition des commandants d'unités à tous les échelons), le chef de l'Etat a qualifié un tel agissement de trahison vis-à-vis de la République. « Nous serons davantage plus sévères vis-à-vis de tous ceux qui s'adonneront à ce genre de pratiques », a prévenu Félix-Antoine Tshisekedi, tout en rappelant le caractère apolitique qui devrait

dorénavant animer tous ceux qui œuvrent sous le drapeau. Devoir de réserve oblige ! « Je serai sans ménagement à l'égard des officiers véreux et récalcitrants et les contrevenants ou récidivistes subiront la rigueur de la loi », a martelé le président de la République. Aux policiers qui s'estiment lésés de voir le commandant suprême porter plus d'attention à l'armée, il leur a assuré qu'il tâchera de rééquilibrer les choses afin de garantir l'harmonie au sein de ces deux corps. Auparavant, le chef d'état-major des Fardc, le général Célestin Mbala Munsese, a fait part des performances enregistrées ces derniers mois par l'armée nationale dans sa croisade contre les forces négatives opérant à l'est du pays. Il a réitéré la détermination des Fardc à ne ménager aucun effort pour ramener la paix sur toute l'étendue du territoire national et singulièrement à l'est du pays.

Enfin, les forces défense et de sécurité ont, dans une déclaration lue par le porte-parole des Fardc, renouvelé leur soutien au chef de l'Etat et aux institutions de la République. Elles ont réaffirmé leur disponibilité à œuvrer à l'accomplissement de la mission qui leur est dévolue jusqu'au sacrifice suprême, sans jamais trahir le Congo.

Alain Diasso

FOOTBALL-TRANSFERTS

Nkololo au Kazakhstan et Ngandu Kayamba en Turquie

Le mercato d'hiver s'est achevé, le 31 janvier, dans certains pays d'Europe mais continue dans d'autres. Il est assez mouvementé pour certains Congolais de souche.

Le milieu offensif international congolais, Jordan Nkololo (six sélections et deux buts), a quitté le championnat de la Lettonie pour le Kazakhstan. Il est donc parti de FK Suduva pour rejoindre officiellement la formation du Qyzyljar SK Petropavlovsk (D1 Kazakhstan) pour une saison. Après la France, l'Ukraine, la Lettonie et la Lituanie, il va découvrir un autre championnat à 29 ans et relancer sa carrière. Au FK Suduva -où il était arrivé après son départ de Volyn Lutsk (D2 Ukraine)-, il a disputé seize matches et inscrit sept buts pour quatre passes décisives.

Un autre international congolais, Joël Ngandu Kayamba, s'est engagé avec Samsunspor (D2 Turquie) pour le reste de la sai-



son, en provenance de Viktoria Plzen (D2 République Tchèque). A 29 ans, ce joueur offensif va connaître son deuxième pays, n'ayant joué qu'en République Tchèque, notamment à Pribram, Pardubice, Hlinsko, Kralove et Opava, et Viktoria Plzen. Cette saison, il a joué vingt-cinq matches, toutes compétitions confondues, pour trois buts et trois passes décisives.

Le milieu défensif Jonathan Bijimine (27 ans) est officiellement joueur de l'UE Santa Coloma (D1 Andorre) pour six mois. Libre depuis son départ d'Algéciras (D3 Espagne), il se relance dans ce club qui pourrait se qualifier pour des compétitions européennes. Avant Andorre, Bijimine (une sélection en 2017)

a roulé sa bosse en Italie, en Espagne, en République Tchèque et en Grèce.

Et le gardien de but Loïc Badiashile (24 ans) a signé à Dux Internacional de Madrid (D3 Espagne) pour les six prochains mois. Il était libre depuis son départ de Monaco (L1 France) en début de saison. Notons qu'il avait déjà évolué en Espagne, notamment à Las Rozas lors d'un prêt. Et le latéral droit Salem Mbakata a rejoint l'Aris Salonique (D1 Grèce) pour deux ans. Libre depuis la fin de son contrat à Sochaux (L2 France), il va découvrir un autre championnat, lui qui compte soixante-quatre matches et quatre buts toutes compétitions confondues.

Martin Engimo

PRISE EN CHARGE DES ENFANTS EN SITUATION DE RUE

La feuille de route 2022 dévoilée

Le Cadre de concertation des acteurs sur la prise en charge des enfants et jeunes en situation de rue s'est réuni le 16 février, dans l'amphithéâtre de Sueco, en huitième plénière de restitution des travaux de groupe dans le cadre de l'année 2021. La cérémonie a été patronnée par la directrice départementale des Affaires sociales, Corelie Oko Mavoungou, en présence de Joseph Likibi, coordonnateur du Réseau des intervenants dans le phénomène des enfants de la rue.

Cinq représentants des groupes de travail du Cadre de concertation mis en place par le Samu social, dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge des enfants en situation de rue, ont fait le point des activités menées en 2021. Leurs exposés ont suscité des échanges très riches entre les acteurs publics et associatifs œuvrant dans la prise en charge des enfants vulnérables.

A l'issue de ces échanges, un plan d'action exercice 2022 a été élaboré pour permettre aux différents groupes de travail de poursuivre leur plaidoyer, chacun dans son domaine d'intervention, afin d'améliorer la prise en charge de ces enfants.

La huitième plénière du cadre de concertation a permis aussi aux cadres de cette plateforme de s'informer sur les structures susceptibles d'assurer la formation gratuite et la réinsertion des jeunes défavorisés telles que le Centre d'éducation et de formation en alternance (Cefa), Uni-Congo...



Mais, malgré quelques avancées enregistrées dans la prise en charge des enfants et jeunes en situation de rue, notamment la gratuité de la formation à Don-Bosco, la réduction des facturations à l'hôpital général A. Sicé et autres, plusieurs défis restent encore à relever.

En effet, pour assurer aux enfants en rupture familiale une prise en charge de qualité, les

membres du groupe n°1, Santé, sont appelés à poursuivre le plaidoyer pour la gratuité des soins dans les districts sanitaires, de renforcer la surveillance épidémiologique, de renouer le contact avec les hôpitaux de Tié-Tié et de Loandjili et d'étudier la possibilité d'une convention avec la banque de sang.

Pour le groupe n°2, il a été relevé l'importance de l'utilisation des

réseaux sociaux et les médias pour la diffusion des informations, le placement des affiches devant les hôpitaux, les tribunaux, les commissariats, la gendarmerie et les écoles. Le groupe 3, quant à lui, est soumis à la diffusion du livret technique et le renouvellement de la cartographie des acteurs.

Le groupe n°4, Education et formation professionnelle, a pour missions de mettre à jour les in-

formations sur les Cefa, réfléchir sur l'alphabétisation des jeunes défavorisés, nouer le contact avec Uni-Congo sur des éventuels stages des jeunes pendant ou après la formation.

Quant au groupe 5, il lui est recommandé de poursuivre la vulgarisation de la loi portant protection de l'enfant au Congo par des séances de sensibilisation des officiers et sous-officiers, de faire un plaidoyer pour l'ouverture des centres de rééducation, de mener un plaidoyer pour la signature d'un décret d'application de la loi Potignon et une note de service sur la gratuité de la main courante dans les commissariats. A l'issue des travaux, la directrice des Affaires sociales, Corelie Oko Mavoungou, a lancé un appel à tous les groupes de faire bonne usage des recommandations formulées pour garantir une meilleure prise en charge des enfants et jeunes de rue, projet financé par l'Union européenne.

Charlem Léa Itoua



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace, Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Ouvert
08:00 - 18:00 du mardi au dimanche
09:00 - 13:00

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les manguiers (Mplla) Brazzaville République du Congo



SOLUTION :
Le mot-mystère est : *bungalow*

MOTS CASÉS 10X13 • N°320

C	O	U	P		E	C	O	P	E
O	U		R	I	R	E		O	R
R	I	V	E		E	N	N	U	I
V	E	R	T	E		D	A		C
E		A		M	O	R	V	E	
E	P	I	C	E		E	R	G	S
	E		L	U	S		E	A	U
M	U	R	I		C	I	E	L	
U		E	P	A	I	S		E	N
A	M	I		Z	E	B	U		I
	I	N	D	U		A	N	G	E
E	T		O	R	S		I	L	E
S	E	I	N		I	S	S	U	S

	N		M		C		A		B		V
B	A	V	A	R	O	I	S		A	D	O
	R	A	Y	E	S		S	B	I	R	E
A	C	R	O	B	A	T	I	E		O	U
	O		T	U	N	I	S	I	E	N	
S	T	E	T	S	O	N		G	U	E	T
	R	U	E		S	T	R	E	S	S	E
F	A	R		O	T	E	E		S		T
	F	E	M	U	R		G	R	E	L	A
M	I		E	R	A	B	L	E		U	R
	Q	U	A	D		L	E	M	O	N	D
L	U		N	O	V	E	M	B	R	E	
	A	R	D	U	E		E	L		T	L
A	N	A	R		N	O	N	A	N	T	E
	T	I	E	N	T		T	I	B	E	T

FLÉCHÉS 12x15 SOLUTION • N°2108 • © FORTISSIMOTS 2021

ENTRE ET SORT PAS NATURELLE	EAU-DE-VIE ENGIN DE LEVAGE	PETIT COIN À L'ÉCOLE HYPNOTISE	POSSESSION INTER-ROGET	PRESQUE UN JUMENT	INVERSEMENT ATTRIBUT DU POÈTE
COUP MONTE ONGULE		COULER VOYOU		VILLE DU LIBAN ARBRE DE LA RÉUNION	
DACQUOISE ÉCHANGE AVEC L'AU-DELÀ			PALMER À BÉTEL APPRIT		GRANDE ÉCOLE
AVANT LE GRAND SAUT RICHESSE		ENTRONS PRESQUE PARFAIT	ILS CACHENT LE CIEL ABSURDITÉ		
PORTE TÊTE REMETTENT EN TERRE		L'OPINION FUCUS OU SARGASSE	SIDÉRÉE	OR AU LABO SANS ATTENDRE	DISPERSER
ECLAT DE VOIX	SEMBLABLES CÉRÉMONIE		POUFFE	RISQUÉ ÉNERGIE	
		ELLE TIENT LA BOUTIQUE TOMBE DES			SURFACE
PAS DE SANCTION MIS À PLAT				POSSESSIF DANS LA GAMME	
			DIVAGUER		
REPRÉSENTANTS		PROCÉDURE D'URGENCE			

FLÉCHÉS 12x15 • N°2109 • © FORTISSIMOTS 2021

E	A	P	P	C	T	R	U	O	J	I	B	D	N	G
B	L	U	O	E	P	L	A	F	O	N	D	E	A	U
R	B	O	L	R	R	M	O	N	G	O	L	C	G	A
O	U	U	C	N	E	I	O	G	I	D	N	I	G	C
C	M	T	I	E	E	M	L	N	V	D	E	B	O	A
O	I	R	B	A	I	M	O	N	E	S	C	E	B	M
L	N	A	L	U	A	R	C	H	I	P	E	L	O	O
I	E	G	E	J	T	O	O	A	C	R	H	S	T	L
E	D	E	E	L	N	F	L	L	I	F	O	R	P	E
M	A	U	O	S	A	A	O	S	A	U	L	N	V	G
R	R	P	O	N	M	L	N	C	F	C	A	I	H	
E	G	L	T	G	A	E	I	R	U	C	E	Y	R	E
V	E	O	O	N	I	R	E	I	C	R	O	S	U	T
R	M	R	A	Z	A	B	A	B	O	U	I	N	S	T
E	A	B	D	O	M	E	N	E	E	V	A	R	B	O

- ABDOMEN-ALBUMINE-ARCHIPEL
- AULNE-BABOUIN-BANAL-BAZAR
- BIGOUDI-BIJOU-BRAVE-BROCOLI
- CALORIE-CERNEAU-CHOMER-CIBLE
- COLONIE-CONSOLER-DECIBEL-DINAR
- ÉCOLE-ÉCURIE-FANTÔME-FLIRT
- GHETTO-GRADE
- GUACAMOLE-INDIGO-IRONIE-MAJEUR
- MALAISE
- MONGOL-MULET-OGIVE-OUTRAGE
- PERIL-PLAFOND-POLTRON-PROFIL
- SCRIBE-SORCIER-SOUFRE-TOBOGGAN
- TUYAU-VERMEIL-VIRUS

MOTS MÊLÉS • © FORTISSIMOTS 2021

MOTS CASÉS 10X13 • N°321

- 2 LETTRES**
AI - AS - GI - NI - NO - NU - PI - PU - RU
- SU - UN
- 3 LETTRES**
AIR - AMI - ARE - EAU - ERG - LAD - RAB - SEC - VER
- 4 LETTRES**
AERE - AIGU - ARIA - DUOS - EPIS - EUES - ITOU - NEVE - OBEI - ORAL - OURS - PETE - SANS - TOUR
- 5 LETTRES**
AVION - MAGIE - MUGIR - OVALE - PENDU - PNEUS - PROIE - SALES - SARDE - SPORE - URNES - VIENT
- 6 LETTRES**
OISEAU - OSMOSE - OUATES - TASSEE - VENERE

• SOLUTION DE LA GRILLE N°562 •

8	2	7	9	6	3	1	5	4
3	6	5	1	4	2	9	7	8
4	1	9	5	7	8	2	6	3
9	4	2	8	1	7	6	3	5
6	7	3	4	2	5	8	9	1
5	8	1	6	3	9	4	2	7
7	9	8	2	5	4	3	1	6
1	3	4	7	9	6	5	8	2
2	5	6	3	8	1	7	4	9

• SOLUTION DE LA GRILLE N°572 •

4	5	2	9	7	3	1	6	8
3	8	7	6	2	1	4	5	9
1	6	9	4	8	5	2	7	3
5	1	6	8	3	4	7	9	2
2	9	3	7	1	6	5	8	4
7	4	8	5	9	2	3	1	6
8	3	1	2	6	7	9	4	5
9	7	5	3	4	8	6	2	1
6	2	4	1	5	9	8	3	7

SUDOKU • GRILLE N°573 • DIFFICILE • SUDOKU • GRILLE N°563 • FACILE •

		6				8	2	
9	1						4	
			4		1	7		
					5	3		8
			7		8			
6		9	3			4		
		7	9		6			
	6						9	3
9	5					2		

	2			7			5	
6		9	1	8				7
1		3		4	2			6
5				4	1			
	1	8				7	3	
			8	9				1
7		5	3			9		2
2			4	5	8			3
	8		2					6

SOMMET UE-UA

Les dirigeants africains et européens réaffirment leur volonté de travailler ensemble

Le sommet Union européenne (UE) et Union africaine (UA) a débuté le 17 février à Bruxelles, en présence des dirigeants des deux organisations ainsi que de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement des deux continents, dont le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, et le Premier ministre de la République démocratique du Congo, Jean-Michel Sama Lukonde, représentant le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi.

Le sommet, explique le Conseil européen, constitue une occasion unique de jeter les bases d'un partenariat renouvelé et approfondi entre l'UA et l'UE bénéficiant d'un engagement politique au plus haut niveau fondé sur la confiance et une compréhension claire des intérêts mutuels. A cet effet, les dirigeants débattent de la manière dont les deux continents peuvent renforcer la prospérité et discutent également des outils et solutions permettant de promouvoir la stabilité et la sécurité grâce à une architecture renouvelée pour la paix et la sécurité. L'objectif est de lancer un ambitieux paquet d'investissements Afrique-Europe en tenant compte des défis mondiaux tels que le changement climatique et la crise sanitaire actuelle.

Sept tables rondes prévues

Sept tables rondes thématiques seront également organisées autour de plusieurs thèmes: financement de la croissance ; systèmes de santé et production de vaccins ; agriculture et développement durable ; éducation, culture et formation professionnelle, migration et mobilité ; soutien au secteur privé et intégration économique ; paix, sécurité et gouvernance ainsi que changement climatique et transition énergétique [connectivité et infrastructure], numérique et en matière de transports. Les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE et de l'UA participent aux tables rondes avec un groupe d'invités sélectionnés qui sont des experts dans leurs domaines respectifs.

Pas d'Europe sûre sans une Afrique stable

Dans son mot d'ouverture, le président du Conseil européen, Charles Michel, a mis l'accent sur la nécessité absolue d'une Afrique stable, sûre et prospère pour les Africains et pour les Européens car, a-t-il affirmé, il n'y aura pas de monde stable, ni d'Europe sûre, sans une Afrique stable,



La présidente de la Commission de l'UE, Ursula von der Leyen; le président de la République du Congo, Denis Sassou-Nguesso; le président du Conseil européen, Charles Michel; et le président en exercice du Conseil de l'UE, Emmanuel Macron, également président de la France

sûre et prospère. « La prospérité de l'Afrique est dans l'intérêt de l'Europe. Le financement des économies est dès lors une priorité pour nous. C'est pourquoi nous avons lancé le projet d'une réallocation partielle des droits de tirage spéciaux. Nous sommes aussi en train de mettre en place, avec les banques de développement, des mécanismes innovants de financement de projets et de couverture des risques. Avec un objectif primordial: activer, démultiplier et canaliser plus efficacement l'argent privé vers les projets d'investissement. La prospérité et la stabilité adviennent dans un espace qui est d'abord démographique », a déclaré le président du Conseil européen. Pour lui, en terme d'espace de paix et de sécurité, les problèmes africains requièrent des solutions africaines, conçues par les Africains. « L'Union africaine et les organisations régionales jouent le rôle primordial pour mettre en œuvre les solutions aux conflits. Nous, Européens, sommes prêts, déterminés à travailler avec vous en vue d'une architecture de sécurité plus résiliente », a déclaré Charles Michel.

Un partenariat repensé et renoué

Dans son discours d'ouverture, le président en exercice de l'UA et président du Sénégal, Macky Sall, a invité ses homologues européens à sceller avec l'Afrique un partenariat repensé et renoué, afin d'installer un nouveau logiciel adapté aux mutations en cours en Afrique et apte à soutenir la dynamique novatrice du continent. Selon lui, l'objectif est de parvenir à une déclaration censée conduire à l'action. En effet, une déclaration conjointe sur une vision commune pour 2030 devrait être adoptée par les participants à la fin de ce sommet.

Des projets concrets

Pour sa part, le président en exercice du Conseil de l'UE et président français, Emmanuel Macron, a indiqué que le sommet se tient à un moment exceptionnel et la réussite ne peut être que commune. « Nous n'avons pas le choix que de bâtir des solutions communes », a-t-il indiqué, précisant qu'il d'agit d'avoir une feuille de route avec des projets concrets. A cet effet, il a rappelé que l'UE envisage d'investir 150 milliards euros en Afrique

sur sept ans. Pour le président en exercice du Conseil de l'UE, ce sommet devrait permettre de donner des réponses concrètes aux défis auxquels sont confrontés l'Afrique et l'Europe dans les sept thèmes qui font l'objet des tables rondes. Emmanuel Macron a notamment parlé du projet « Constellation européenne » qui pourrait permettre d'offrir de la connectivité à tout le continent africain. L'objectif du projet est de renforcer la connectivité et les moyens de connexion au service des citoyens, notamment dans des territoires isolés, là où la fibre est trop chère. Le projet peut encore servir en situation de mobilité où seuls les satellites peuvent donner cet accès, par exemple, dans les avions ou sur les bateaux. Sur le plan de la santé notamment, Emmanuel Macron a rappelé que l'Europe est le continent qui a le plus donné de vaccins à l'Afrique et que le défi reste la production des vaccins sur le continent, car l'Afrique représente 20% de besoins mais produit seulement 1% de doses.

Global Gateway

Pour sa part, la présidente de la Commission de l'UE, Ursula von

der Leyen, a indiqué que ce sommet est l'opportunité de discuter de la manière dont les ambitions conjointes de l'Afrique et de l'Europe deviendront des réalités. A cet effet, elle a expliqué que le partenariat entre les deux parties devrait s'inscrire dans le cadre de la Global Gateway, une nouvelle stratégie européenne visant à développer des liens intelligents, propres et sûrs dans les domaines du numérique, de l'énergie et des transports et à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche dans le monde entier. Ainsi, entre 2021 et 2027, L'Équipe Europe, c'est-à-dire les institutions et les États membres de l'UE, mobilisera jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements dans le numérique; le climat et l'énergie; les transports; la santé ainsi que l'éducation et la recherche.

Dans le cadre de ce « Global Gateway », a fait savoir Ursula von der Leyden, l'UE investira 150 milliards d'euros sur le continent africain au cours des six prochaines années, soit 50% des fonds mobilisés dans le cadre de cette stratégie d'investissement. Pour elle, le meilleur investissement est celui qui est fait sur les personnes et Global Gateway va investir dans les talents de l'Afrique.

Par ailleurs, la présidente du Conseil de l'UE est revenue sur la capacité pour l'Afrique de produire ses propres vaccins d'ARN messager. A cet effet, a-t-elle rappelé, deux usines de production de vaccin seront construites au Sénégal et au Rwanda. Ces usines, en collaboration avec l'OMS, pourraient devenir des hubs de transfert de technologies. En outre, a-t-elle précisé, ces usines ne devraient pas seulement fabriquer des vaccins à ARN Messenger contre la covid-19, mais aussi contre d'autres maladies. Pour Ursula von den Leyden, c'est aux présidents africains de dire aux dirigeants de l'UE leurs attentes par rapport à tous ces projets.

Patrick Ndungidi

PORT DE KINKOLE

Onze mois pour construire un débarcadère

Lancé le 10 juillet 2021, le projet de construction du port de pêche de Kinkole a pris sa vitesse de croisière, selon les conclusions de la dernière visite d'inspection du Premier ministre, Sama Lukonde. Il s'agit d'un débarcadère intégré au port de Kinkole, dans la commune de N'Sele, pour accueillir les produits de la pêche locale.

Situé à 40 km du centre-ville de Kinshasa, Kinkole n'est plus une cité à présenter tant le poisson, une richesse locale, abonde dans ses eaux

intérieures. Ce village des pêcheurs a connu un moment de gloire sous le maréchal Mobutu Sese Seko, avec la célébration chaque 24 juin de la Journée du poisson. Aujourd'hui, le site est en train de renaître, avec la construction d'un débarcadère intégré au port de Kinkole. Le projet-pilote lancé avec pompe par l'actuel président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, comprend aussi l'aménagement d'un marché de poisson, d'une chambre froide, d'un centre médical et d'une usine à glace. Mardi dernier, Sama Lukonde, accompagné du ministre de la Pêche et de l'Élevage, Adrien

Bokele, est allé s'enquérir de l'évolution des travaux. Il s'agit, a-t-il rappelé, d'une vision du président Tshisekedi qui projette de transformer le site en lui dotant des infrastructures minimales. L'objectif est d'améliorer la pêche locale et d'assurer une desserte par rapport à la ville de Kinshasa. « C'est un projet qui doit se réaliser dans le temps », a-t-il déclaré. Quant aux voies d'accès, il se pose effectivement un problème à cause de la présence d'une tête d'érosion, notamment dans la bretelle qui quitte la nationale 1. « Nous nous sommes arrêtés au niveau de ces points

chauds parce qu'ils sont repris dans le programme Kinshasa Zéro trou », a indiqué le Premier ministre.

Le chef du gouvernement a tenu à rappeler l'importance de ce projet tant pour la ville de Kinshasa que pour l'ensemble du pays, classé en deuxième position pour sa réserve d'eau douce, juste après le Brésil. On estime le potentiel halieutique à 707 260 tonnes exploitables annuellement et capables d'améliorer la sécurité alimentaire ainsi que les standards nutritionnels de la population.

Laurent Essolomwa